

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1892-1893.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE DÉCEMBRE.

FEUILLETON AU 10 DÉCEMBRE 1892.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 1. | 7209. | Par pétition datée de Chefneux (Wandre), le 6 septembre 1892,
Des habitants de Chefneux (Wandre) demandent que les constructions dont ils sont propriétaires soient dégrevées des servitudes militaires du fort de Barchon.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i> |
| 2. | 7210. | Par pétition datée de Schaerbeek,
Le sieur Van Snick, à Schaerbeek, présente un projet de revision économique.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i> |
| 3. | 7211. | Par pétition datée de Liberchies, le 15 octobre 1892,
Le sieur Alexandre Augustin, à Liberchies, se plaint que son fils ait été illégitimement incorporé dans l'armée et demande qu'il soit renvoyé dans ses foyers.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i> |
| 4. | 7212. | Par pétition datée de Linth, le 10 octobre 1892,
Le sieur Van Hout, ancien journalier au chemin de fer de l'État, à Linth, victime d'un accident de chemin de fer, demande une pension.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.</i> |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

5.	7214.
----	-------

Par pétition datée de Verviers, le 15 septembre 1892,

Le président et le secrétaire-rapporteur de l' « Union syndicale », à Verviers, proposent des modifications à la loi du 29 juin 1887 sur le concordat préventif de la faillite.

Même pétition de membres de l' « Union syndicale », à Verviers.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

6.	7215. 7266. 7278. 7295.
----	----------------------------------

Par pétition datée de Ronquières, le 30 septembre 1892,

Le sieur Ferier, instituteur communal, à Ronquières, propose une modification à la loi sur les pensions des instituteurs.

Même demande d'instituteurs communaux du cercle de conférences de Roelenge-sur-Geer, de Bilsen, de Goyer, de Loon; même demande d'instituteurs communaux à Beeringen, Curingen et du cercle de Léau.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

7.	7216.
----	-------

Par pétition datée de Liège, le 5 octobre 1892,

Le sieur Spineux, à Liège, demande que le rapport déposé sur sa pétition relative à l'expropriation forcée soit mis à l'ordre du jour.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

8.	7217.
----	-------

Par pétition datée de Bruxelles, le 5 septembre 1892,

Le Gouverneur du Brabant transmet le texte des modifications proposées par le conseil provincial aux articles 44, 45 et 46 de la loi provinciale.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

9.	7218.
----	-------

Par pétition datée de Liège, le 17 octobre 1892,

Des instituteurs pensionnés de Liège demandent le vote d'une loi autorisant le remboursement de versements faits dans des caisses de pensions dissoutes.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 10. | 7219. | Par pétition datée d'Anvers, le 20 octobre 1892,
Le conseil provincial d'Anvers exprime le vœu de voir fixer la session ordinaire au mois d'octobre et d'avoir deux sessions chaque année ; la première ne serait que préparatoire et aurait lieu au mois de mai.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i> |
| 11. | 7220. | Par pétition datée d'Anvers, le 24 octobre 1892,
Le président et le secrétaire de la « Chambre de Commerce » d'Anvers appuient la pétition de l'« Union syndicale » de Verviers proposant des mesures tendant à garantir mieux le créancier en cas de concordat.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 12. | 7221. | Par pétition sans date,
Les membres du comité de l'« Association des greffiers-adjoints des tribunaux de première instance du Royaume » demandent la revision du taux de la pension de ces fonctionnaires et l'assimilation de leur traitement à celui des secrétaires des parquets.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 13. | 7223. | Par pétition datée de Schaerbeek, le 27 octobre 1892,
Le conseil communal de Schaerbeek émet le vœu de voir appliquer, dans toute sa rigueur, la loi du 13 décembre 1889 sur la protection des enfants, des adolescents et des femmes employés dans les mines et les manufactures. Il demande, en outre, qu'un certain nombre d'ouvriers, à rétribuer par l'État, soient chargés de surveiller l'exécution de cette loi, de concert avec les fonctionnaires investis de ce droit.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 14. | 7224. | Par pétition datée de Clermont, le 2 novembre 1892,
Le sieur Schmid, à Clermont, propose une mesure compensatrice en faveur des petits cultivateurs éprouvés par les ravages que la stomatite aphteuse a causés dans le bétail.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.</i> |

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions | |
|------------------------------|---|---|
| 15. | 7225. | Par pétition datée de Gilly, le 9 août 1892,
Le sieur Steens, à Gilly, réclame justice.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 16. | 7226. | Par pétition datée de Chairière, le 1 ^{er} août 1892,
Des conseillers communaux de Chairière demandent
que la décision de la députation permanente du conseil
provincial de la province de Namur concernant la
nomination du garde-champêtre Denis soit rapportée
et que le candidat de la majorité du conseil communal
de Chairière soit nommé.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de
l'Instruction publique.</i> |
| 17. | 7227. | Par pétition datée de Castelré, le 1 ^{er} août 1892,
Des habitants de Castelré (Baarle-Nassau) demandent
le prompt règlement de la frontière hollando-belge et
l'annexion de cette commune au territoire belge.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et
de l'Instruction publique.</i> |
| 18. | 7230. | Par pétition datée de Verviers, le 30 juillet 1892,
La dame Close, à Verviers, demande la libération
de son mari colloqué à Merxplas.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 19. | 7231. | Par pétition datée de Hingene,
Des habitants de Hingene demandent l'abolition du
tirage au sort et la création d'une armée de volon-
taires.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i> |
| 20. | 7232. | Par pétition datée de Verviers,
Des ouvriers appartenant à l'industrie lainière à
Verviers, protestent contre la sincérité d'une pétition
relative au travail des femmes et des enfants dans les
établissements industriels.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |

Numéros du feuilleton.	Numéro du registre des pétitions.
21.	7234.

Par pétition datée de Boom, le 28 août 1892,

Les membres du comité de la société « Recht en Vrede », à Boom, réclament la stricte application des lois contre la falsification des denrées alimentaires et le paiement du salaire en denrées, etc. Ils demandent, en outre, qu'il soit interdit aux conseils communaux — aussi bien des villes que des communes rurales — de nommer dans les bureaux de bienfaisance des personnes qui font le commerce de denrées alimentaires ou d'effets d'habillement.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

22. 7236.

Par pétition datée de Heer-Agimont, novembre 1892,

Le sieur André, à Heer-Agimont, réclame l'intervention de la Chambre pour parvenir à la prompt liquidation d'une succession.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

23. 7237.

Par pétition datée de Baarle-Duc, le 7 novembre 1892,

Des habitants de Baarle-Duc prient la Chambre de refuser son adhésion à toute convention internationale qui aurait pour but d'enlever cette commune du territoire belge.

Même demande du sieur Moreau, de Baarle-Duc.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

24. 7239.

Par pétition datée de Hotton, le 7 novembre 1892,

Le sieur Piérard, à Hotton, se plaint de ce que ses frères soient abusivement colloqués dans une maison de santé. Il se plaint, en outre, d'un déni de justice.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

25. 7240.

Par pétition datée de Bruxelles, le 23 septembre 1892,

Le président et le secrétaire de la section bruxelloise du « Willemsfonds » demandent que le Gouvernement prenne des mesures promptes et énergiques 1° pour faire protéger les ouvriers belges contre les

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

avaries auxquelles ils sont en butte en France ; 2° pour leur accorder une indemnité du chef des dommages qu'ils ont subis ; 3° pour empêcher l'intrusion d'étrangers dans les affaires intérieures de la Belgique et leur interdire toute manifestation quelconque incompatible avec la neutralité belge.

Même pétition du président et du secrétaire de la société « De Vlaamsche Leeuw » à Molenbeek-Saint-Jean.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Affaires Étrangères.

26. 7242. Par pétition datée de Ulicoten, le 8 novembre 1892,
Des habitants de Ulicoten demandent : 1° l'exemption du service militaire pour tous ceux qui seront nés en Hollande avant l'annexion éventuelle de cette localité à la Belgique ; 2° la construction d'une grand'route neutre dans la direction de Turnhout ; 3° l'établissement d'un chemin international de Meerle par Ulicoten à Baarle-Nassau.

DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres de la Guerre et de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux Publics.

27. 7243. Par pétition datée d'Alost,
Des chefs-gardes et des gardes des dépôts d'Alost et d'Eecloo demandent à être admis à faire valoir leurs droits à la pension à l'âge de cinquante-cinq ans.
Même pétition de chefs-gardes et de gardes des dépôts d'Ans, Anvers (Sud), Anvers (Est), Anvers (Bassins), Arlon, Ath, Aubel et Chênée, Bastogne, Baulers, Blaton et Audenarde, Bertrix, Braine-le-Comte, Bruxelles (Nord), Bruxelles (Midi), Bruxelles (Ouest), Bruxelles (Allée-Verte), Bruxelles (Quartier-Léopold) et Ottignies, Charleroi, Courtrai, Erque-
linnes et Chimay, Esschen, Boom, Furnes et Cortemarck, Gand (Sud), Jemelles et Braquegnies, Haine-Saint-Pierre, Heyst et Bruges, Kinkempois, Landen, Liège (Guillemins), Louvain, Luttre, Malines, Manage, Meirelbeke, Moerbeke, Ypres et Nieuport, Molle et Tongres, Monceau, Mons, Montigny, Mouscron, Namur, Ostende, Piéton, Quiévrain, Renaix et Baisieux, Saint-Ghislain, Schaerbeek, Spa et Pepinster, Statte et

Numéros
du
reuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

Ciney, Tamines, Trois-Ponts et Trois-Vierges, Turnhout et Lierre, Termonde, Tirlemont, Tournai, Verviers, Virton et Welkenraedt.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

28. 7245. Par pétition datée de Termonde, le 8 novembre 1892,
Des instituteurs du deuxième cercle du canton scolaire de Termonde demandent que la disposition de l'article 52 de la loi scolaire de 1879, relative à l'augmentation quinquennale des traitements, soit insérée dans la loi de 1884.

DÉCISION : *Renvoi de M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

29. 7246. Par pétition datée de La Panne,
Des pêcheurs de La Panne sollicitent l'intervention de la Chambre pour obtenir la mise à l'étude d'un projet de port de refuge sur leur côte.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

30. 7247. Par pétition datée de Zondereygen,
Des habitants de Zondereygen demandent que ce hameau soit érigé en commune distincte et dotée d'une chaussée allant à Baarle-Duc au cas où la modification de la frontière hollando-belge apporterait un changement dans leur situation.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

31. 7248. Pétition datée de Lipseind,
Des habitants de Lipseind et de Heikant demandent que ces hameaux ne soient pas séparés de Zondereygen au cas où cette dernière localité serait érigée en commune distincte.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

32. 7249. Par pétition datée de Beerst, le 14 novembre 1892,
Le sieur Loncke, instituteur communal pensionné, à Beerst, demande la révision de sa pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions
33.	7252.

Par pétition datée de Rebecq-Rognon, le 15 novembre 1892,

Le sieur Hiernaux, à Rebecq-Rognon, prie la Chambre de modifier la loi du 27 novembre 1891 sur le domicile de secours, de façon à ne pas priver du bénéfice de cette loi les aveugles et les sourds-muets des petites communes.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

34. 7258.

Par pétition datée de Bruxelles,

Le sieur De Roose, ancien préposé des douanes, à Bruxelles, demande un nouveau brevet de pension et un secours.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

35. 7259.

Par pétition datée de Rhisne, le 13 novembre 1892,

Le sieur Laurent, ancien facteur des postes, à Rhisne, se plaint d'être révoqué et demande une enquête.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

36. 7264.

Par pétition datée de Noduwez-Linsmeau, le 15 novembre 1892,

Des habitants de Linsmeau, section de Noduwez, demandent l'érection de cette localité en commune distincte.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

37. 7270.

Par pétition datée de Furnes, le 1^{er} novembre 1892,

La « Fédération des huissiers de Belgique » signale la situation défavorable des huissiers en général et réclame à ce sujet une enquête et la modification du décret du 14 juin 1813.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 38. | 7272. | <p>Par pétition datée de Puyvelde, le 19 novembre 1892.</p> <p>Le sieur Van Steenwerck, à Puyvelde, prie la Chambre de modifier la dénomination du Ministère de la Guerre.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i></p> |
| 39. | 7273. | <p>Par pétition datée de Liège,</p> <p>Le président et le secrétaire de divers syndicats de la province de Liège, réunis en assemblée générale, prient la Chambre de voter une loi sur l'assurance en matière d'accidents du travail et en rendant obligatoire l'affiliation des ouvriers mineurs à la Caisse de retraite de l'État, conformément aux résolutions adoptées par le Congrès de la ligue démocratique.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.</i></p> |
| 40. | 7274. | <p>Par pétition datée d'Ostende, le 19 novembre 1892,</p> <p>Le président et le secrétaire de l'« Association commerciale, maritime, industrielle et agricole de l'arrondissement d'Ostende » transmettent les observations d'une Commission chargée d'examiner la pétition de l'Union syndicale de Verviers relative à la loi sur le concordat préventif de la faillite.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 41. | 7275. | <p>Par pétition datée de Saint-Job, le 20 novembre 1892,</p> <p>Le sieur Schollaert, à Saint-Job, demande que son fils Désiré soit, pour cause d'infirmité, renvoyé dans ses foyers.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i></p> |
| 42. | 7281. | <p>Par pétition datée de Schaerbeek, le 15 novembre 1892,</p> <p>La dame Nauts, à Schaerbeek, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir justice contre une société d'assurance sur la vie.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 43. | 7292. | <p>Par pétition datée de Bastogne, novembre 1892,</p> <p>Des instituteurs du cercle scolaire de Bastogne</p> |

Numéros du
feuilleton.

Numéros du registre des
pétitions.

réclament l'intervention de la Chambre afin de n'être plus astreints à payer, en cas de maladie, les intérimaires qui les remplacent.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

44. 7293. Par pétition datée de Berchem lez-Anvers, le 24 novembre 1892,

Des habitants de Berchem lez-Anvers réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir une indemnité du chef du recensement de 1890, qu'ils ont été chargés de faire pour cette commune.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

45. 7299. Par pétition datée de Louvain, le 26 novembre 1892,

Le sieur Mässer, à Louvain, demande l'expulsion de M. Charles Rolland qui, bien qu'étranger, se mêle de la politique intérieure de la Belgique et ne cesse d'injurier dans son journal *Les Tablettes françaises* certaines catégories de Belges.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Affaires Étrangères.*

46. 7301. Par pétition datée d'Orsmael-Gussenhoven, le 24 novembre 1892,

Le sieur Vincx, à Orsmael-Gussenhoven, rappelle sa pétition du 12 mai dernier, relative au classement en catégories des écoles primaires et au règlement des concours annuels.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

47. 7302. Par pétition datée de Bohan, le 21 octobre 1892,

Des conseillers communaux et des habitants de Bohan demandent qu'un poste de gendarmes soit commis à la surveillance de cette localité.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

